

et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Martin) pour tout ce que ce Gouvernement a fait pour la population du Canada. Nous devons prendre la situation telle que nous la trouvons. Ils blâment tout le monde pour leurs propres erreurs. Ces gens demandent au Gouvernement d'améliorer des conditions qu'ils ont eux-mêmes aggravées. La situation est déplorable.

Je ne veux pas m'attarder longtemps sur cette question. Nous partageons toute l'inquiétude qu'a exprimée si éloquemment l'honorable député de Cap-Breton-Sud (M. Gillis). Nous savons tous qu'il est sincère. Il est un de nos meilleurs orateurs à la Chambre et lorsqu'il participe à une discussion, on l'écoute avec attention. Il a dit qu'il était peiné lorsqu'il constatait que certains de nos concitoyens sont en chômage. Nous sommes tous peinés. Mais le Gouvernement a beaucoup amélioré la situation de ces gens. Imaginez, monsieur l'Orateur, quelle serait la situation au Canada si nous devions compter sur le crédit social pour venir en aide aux chômeurs. Que ferions-nous si tout était nationalisé et si nous n'avions pas le revenu nécessaire pour leur verser, en bonne monnaie, tous les avantages que le Gouvernement leur accorde présentement? Quelle serait la situation si les honorables messieurs du parti conservateur-progressiste étaient au pouvoir?

Je me souviens de l'époque où M. Bennett était chef du gouvernement. Avant d'atteindre ce poste, il avait lui-même créé du chômage, et pour une bonne raison.

En 1929,—l'année dont a parlé l'honorable député de Prince-Albert (M. Diefenbaker),—M. Bennett et son organisateur en chef ont chacun souscrit \$350,000 à la caisse électorale et ils ont placé ces fonds dans des bureaux de courtiers. Le chef du parti conservateur,—il n'était pas progressiste à cette époque-là,—avait l'habitude de dire: "La situation est mauvaise; nous avons du chômage, mais je vais mettre fin à cela". Chaque fois qu'il parlait du chômage et qu'il disait que la situation était mauvaise au pays, les stocks baissaient et baissaient et il faisait plus d'argent parce qu'il spéculait sur la chute des prix. Finalement, lorsqu'il a eu réalisé une somme aussi élevée que le montant qu'il avait placé, il a réussi. Il a utilisé cet argent pour gagner les élections. Par la suite il a dû s'attaquer à la question du chômage, mais il n'a pu y remédier. Les choses étaient pires qu'auparavant. Que mon honorable ami le député de Prince-Albert prenne bien garde de ne pas mentionner 1929, car j'étais à la Chambre à cette époque-là et je me souviens de ce qui s'est passé.

Je pourrais lui en dire beaucoup plus. S'il était présent à la Chambre, je lui en dirais

davantage sur les programmes de son propre parti à ce moment-là. Mais maintenant il n'est pas question de cela.

Il y a peut-être une certaine mesure de chômage en ce moment, mais la situation est loin d'être aussi mauvaise qu'elle l'était alors. Il y a des compensations,—inaugurées par le gouvernement libéral,—dont les ouvriers ne jouissaient pas à ce moment-là. Par conséquent les conditions ne sont pas aussi mauvaises qu'elles l'étaient alors. Je n'ai pas l'intention de prononcer un discours politique sur la question. Je veux simplement rappeler aux chefs ouvriers qu'ils doivent être extrêmement prudents dans leurs relations avec les hommes, qu'il s'agisse des mineurs ou d'hommes engagés dans d'autres occupations. S'il y a plus de collaboration de la part des syndicats ouvriers et s'ils agissent en conformité du principe démocratique qui consiste à consulter les membres de leur syndicat avant de faire des déclarations et de donner des ordres, nous aurons beaucoup plus de stabilité dans le domaine de l'emploi au pays.

M. W. G. Blair (Lanark): Monsieur l'Orateur, je suis parfaitement d'avis qu'un débat sur le chômage s'impose. Je suis heureux que la Chambre ait été saisie de cette question par l'honorable représentant de Vancouver-Quadra (M. Green). La gravité de la situation ne fait aucun doute et je félicite l'honorable député d'avoir soumis cette question à la Chambre.

Je puis dire que celle-ci est d'une importance primordiale dans la circonscription que j'ai l'honneur de représenter. Dans mon comté, il y a douze filatures et une usine considérable de machines agricoles, celle de la société *Cockshutt Frost and Wood* à Smiths-Falls. Le chômage crée dans mon comté une situation vraiment grave. Deux industries étant atteintes, je considère que la situation est extrêmement importante, assez pour qu'il en soit question à la Chambre.

Mercredi dernier, nous avons reçu une délégation des ouvriers de l'industrie canadienne des machines agricoles. Elle a rencontré le premier ministre suppléant (M. Howe) et les membres du cabinet, auxquels elle a exposé la grave situation dans cette industrie. Étaient présents des représentants de l'industrie des machines agricoles venus de Toronto, Hamilton, Brantford et Smiths-Falls. Il se peut que 10,000 personnes ou plus soient atteintes. La présence d'un si grand nombre de personnes en chômage actuellement rend la situation sérieuse dans ces régions industrielles.

On a indiqué plusieurs causes au chômage, mais à mon avis une des plus importantes